

ID : 062-216201335-20230609-DEL23_32-DE

VILLE DE BILLY-MONTIGNY

L'an deux mille vingt-trois, le 09 JUIN à 18 Heures, le Conseil Municipal s'est réuni sous la présidence de M. Patrick CANIVEZ, 1^{er} adjoint, suite à la convocation en date du 02 JUIN 2023, dont un exemplaire a été affiché à la porte de la Mairie.

Arrondissement de Lens

Etaient présents :

MM. P. CANIVEZ, M. MONNIER, J. ROLLAND, Mmes N. MEGUEULLE, F. BRIKI, L. AVIT, M. BREBION, P. PECQUEUR, Adjointes au Maire

Mmes T. VERLEYEN, T. MOREAU, M. C DELAMBRE, A. MOPTY, J. BIESZCZAD-DIANE, , M. WATERLOT, MM. R. KRZYZANIAK, W. GREBAUT, A. MILLIEN, M. EECKMAN, E. LALOUETTE, R.DEWASMES, L. LOOR, Conseillers Municipaux

Excusés : M. B. TRONI (pv à M. CANIVEZ), Maire, et M. BAUDERLIQUE (pv. à Mme J. BIESZCZAD-
DIANE), M. GAUER Yann (pv à M. MILLIEN), Mme L. VERIN (pv. à Mme N. MEGUEULLE), Mme A.
FOULON (pv à M. EECKMAN) et Mme F. ORMAN (pvr à Mme WATERLOT), Conseillers municipaux

Absents : J.L. CAILLUYERE, Mme A. SENECHAL, Conseillers Municipaux

Secrétaire de Séance : Mme A. MOPTY

*

N°23-32 Nouveau régime de responsabilité des gestionnaires publics.

Depuis le 1er janvier dernier, est entré en vigueur le nouveau régime de responsabilité des gestionnaires publics (RGP) qui se substitue au régime de la responsabilité personnelle et pécuniaire (RPP).

Cette réforme impacte directement les ordonnateurs et les comptables publics mais également les régisseurs.

A titre d'exemple, l'obligation de cautionnement et l'assurance en vue de couvrir leur responsabilité personnelle et pécuniaire disparaissent.

De même, les manques en deniers constatés dans la comptabilité des régisseurs ne font plus l'objet, sauf en cas de détournement bien entendu, d'une mise en cause de leur responsabilité puisque celle-ci n'existe plus dans le sens où elle était interprétée dans le cadre du régime de la RPP.

Ces manques en deniers sont désormais apurés par l'émission d'un mandat à l'appui duquel doit être joint une délibération de l'Assemblée. Ils sont fréquemment d'un faible montant puisqu'il s'agit essentiellement d'écarts de comptage lors de la remise d'espèces à la Banque postale, d'erreurs du régisseur lors du rendu de monnaie, de la perte d'un ticket de cantine à titre d'exemple ou encore de l'encaissement de fausse monnaie.

Par mesure de simplification, afin d'éviter qu'une délibération ait à être soumise au vote chaque fois qu'un déficit du régisseur apparaîtra, Monsieur le Maire propose à l'Assemblée d'adopter une délibération de principe qui lui permet de procéder, par décision, à l'apurement de ces manques en deniers jusqu'à un seuil qu'il appartiendra au Conseil de fixer. Au delà de cette limite, une délibération spécifique devra être produite pour

Envoyé en préfecture le 14/06/2023

Reçu en préfecture le 15/06/2023

Publié le

ID : 062-216201335-20230609-DEL23_32-DE

S'LO

permettre d'apurer le déficit.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, A L'UNANIMITE, décide

- de fixer le seuil des manques pouvant être apurés par décision du Maire à 1 000 euros
- d'autoriser M. le Maire à procéder à l'apurement de ces manques d'un montant inférieur ou égal au seuil fixé ci-dessus, par décision
- d'autoriser l'imputation de la charge correspondante au compte 678 (M14) « autres charges exceptionnelles » / 6588 (M57) « autres charges de gestion courante ».

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

Acte rendu exécutoire
après envoi en Sous-Préfecture

le : 14 JUIN 2023

et publication ou notification du :

A BILLY-MONTIGNY, le

15 JUIN 2023

Le Maire,

B. TRONI



Signé électroniquement par Bruno
TRONI
Date de signature : 14/06/2023
Qualité : Maire de la ville de BILLY
MONTIGNY